



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Région
Hauts-de-France

Direction départementale des territoires et de la
mer du Pas de Calais

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Gestion des prairies humides »
« NC_VAH7_ZH01 »

du territoire « Authie – enjeu Natura 2000/Zone humide »

Campagne 2018

Opération(s) mobilisée(s) : HERBE_13

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise à préserver ou/et à développer :

- ✓ le maintien des surfaces en prairies permanentes,
- ✓ le maintien d'une exploitation agricole extensive et durable de ces milieux,
- ✓ le changement de pratiques d'exploitation intensives en intrants vers des systèmes plus durables,
- ✓ la restauration de milieux en déprise,
- ✓ la maîtrise des espèces invasives,
- ✓ l'entretien des éléments fixes du paysage,
- ✓ le maintien du caractère humide en évitant le recours à l'assèchement total et définitif.

Les enjeux de cette opération sont de préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore, d'une faune remarquable.

L'intérêt de cette opération, mobilisée en milieux humides, réside dans son plan de gestion simplifié qui permet une adaptation fine aux enjeux du territoire.

L'aide au maintien de pratique ne s'entend que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et elle doit être associée à un ciblage sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique. L'opération s'adresse aux exploitations d'élevage dont la pratique en zone humide identifiée comme favorable à l'environnement est soumise à un risque avéré d'abandon ou d'intensification.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 120,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Variable(s) locale(s) :

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité **doivent être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez respecter les conditions spécifiques suivantes :

- Vous devez respecter **un taux de chargement minimum de 0,3 UGB** sur les prairies à l'échelle de votre exploitation.
- Vous devez respecter une part minimale de surface en prairies et pâturages permanents de **5 % de la SAU** de votre exploitation corrigée par la méthode du prorata.
- Vous devez engager dans la mesure **au moins 60 % des prairies et pâturages permanents éligibles de votre exploitation**, présents dans le périmètre d'un territoire ayant ouvert la mesure composée de l'opération HERBE_13. Ce taux est calculé sur la base des surfaces présentes dans votre déclaration PAC lors de votre première année d'engagement. Pour le calcul de ce pourcentage les surfaces couvertes par des baux précaires peuvent à la demande des exploitants être exclues des surfaces éligibles.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans cette mesure **les surfaces en prairies et pâturages permanents de votre exploitation**, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinancier au niveau de la mesure.

Sont éligibles les prairies et pâturages permanents de l'exploitation, localisés en zones humides, ainsi que les éléments topographiques visés par le plan de gestion, présents ou adjacents à ces surfaces.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Il n'y a pas de critères de sélection spécifiques à cette mesure.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les

quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de cette mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Modalités de contrôle	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial des surfaces Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1^{er} juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,4UGB/ha , pour chaque élément engagé	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Modalités de contrôle	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
En cas de fauche, la fauche est autorisée à partir du 25 mai (<i>respecter un retard de fauche de 10 jours par rapport à la date de fauche habituelle du territoire fixée au 15 mai</i>)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Respecter le nombre d'années où la fauche est autorisée durant l'engagement : au minimum 5 années et au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par année en anomalie
Respecter le nombre d'années où le pâturage est autorisé durant l'engagement : au minimum 5 années et au maximum 5 années durant les 5 ans de l'engagement	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par année en anomalie
Respecter la fertilisation azotée maximale de 50 unités d'azote (hors restitution au pâturage)	Sur place : documentaire	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées. La destruction notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds est interdite. Seul un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé.	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Modalités de contrôle	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
		des interventions			
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc sur la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. REGLES SPECIFIQUES A LA MESURE

Les surfaces en prairies et pâturages permanents admissibles sont corrigées par la méthode du prorata. (les surfaces admissibles résultent de l'application du prorata 1er pilier).

- **Calcul du taux de chargement :**

- le taux de chargement moyen sur les surfaces en herbe est le rapport entre (i) les

animaux herbivores de l'exploitation et (ii) la surface en herbe

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturent sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée

- **Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :**

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n) Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus de 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

- La Surface Agricole Utile (SAU) comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :
 - les surfaces de prairie permanente rendues non admissibles par la méthode du prorata,
 - les surfaces déclarées en « bâtiments, chemins d'exploitation, routes et autres éléments artificiels »
 - les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles
 - les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)
- Les surfaces en herbe pour le calcul du chargement comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.
- A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées :

- l'identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces),
- les modalités d'utilisation des parcelles (dates d'entrée et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondantes, dates de fauche),
- les modalités d'entretien des éléments (matériel utilisé, dates d'interventions, durée d'intervention),
- les pratiques phytosanitaires et de fertilisation des surfaces (localisation, dates, quantité - 0 si aucun apport, produit),
- **Les types d'entretien spécifié au plan de gestion.**

Le **plan de gestion** est établi par une structure agréée (Institution pour l'aménagement de la Vallée de l'Authie, CPIE Val d'Authie), sur la base d'un diagnostic initial de ces surfaces. Il présentera les obligations à respecter au cours de la durée d'engagement. Ces obligations seront présentées sous forme d'un tableau, où vous indiquerez les interventions réalisées. Ce tableau servira de base d'enregistrement des pratiques et donc de document de contrôle. Ce plan de gestion doit être établi de préférence avant le dépôt de votre demande d'engagement et dans tous les cas au plus tard le 1^{er} juillet de l'année du dépôt de votre demande.

Le **plan de gestion** comprendra les points suivants :

- 1) l'identification de l'îlot et des parcelles concernées (localisation, surface, mesures contractualisées) ;
- 2) un diagnostic des prairies basé sur :
 - la localisation de la prairie,
 - le type de prairie,
 - les particularités du sol,
 - les infrastructures agro-écologiques (IAE) ;
- 3) les préconisations de gestion retenues pour la prairie et les différents types d'IAE, ainsi que les modalités d'intervention.

Les préconisations de gestion pourront porter sur les éléments suivants :

Gestion des prairies :

- ✓ Ajustement de la pression de pâturage
- ✓ Date et modalités de fauche
- ✓ Limitation de la fertilisation
- ✓ Absence de fertilisation NPK et amendements chaux et magnésien.
- ✓ Gestion des refus
- ✓ Maintien des accès et des parcs
- ✓ Interdictions d'utilisation de produits phytosanitaires
- ✓ Interdiction de drainer
- ✓ Libre accès de l'opérateur pour prospection à but scientifique
- ✓ Interdiction de retournement en vue de conversion en culture ou de re-semis.

Entretien des mares :

- ✓ Non intervention

- ✓ Curage léger
- ✓ Entretien de la végétation des berges (ligneuses et herbacées)
- ✓ Mise en défend par pose de clôture
- ✓ Création de descente empierrée
- ✓ Restauration de berges en pente douce (<45°)
- ✓ Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires

Entretien de plats-fossés et rigoles :

- ✓ Non intervention
- ✓ Entretien de la végétation des berges (ligneuses et herbacées)
- ✓ Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires
- ✓ Interdiction de création de nouveaux fossés

Entretien des haies et des arbres têtards :

- ✓ Maintien des linéaires de haies et des arbres isolés
- ✓ Entretien des haies
- ✓ Entretien des arbres têtards
- ✓ Maintien des arbres morts (hors situation à risques)
- ✓ Interdiction de produits phytosanitaires

Entretien des franges végétalisées non ligneuses :

- ✓ Non intervention
- ✓ Fauche
- ✓ Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires

Entretien des berges et des cours d'eau :

- ✓ Non intervention
- ✓ Entretien de la végétation des berges (ligneuses et herbacées)
- ✓ Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires
- ✓ Surveillance / enlèvement des embâcles
- ✓ Mise en défend / limitation de l'accès aux animaux
- ✓ Création de points d'abreuvement aménagés

Dans les cas où l'entretien des éléments du paysage fait l'objet d'autre contractualisation à des mesures agro-environnementales spécifiques, il conviendra de s'y référer.

L'enregistrement des pratiques et des interventions préconisées dans le plan de gestion est obligatoire. Des modèles sont fournis par l'opérateur avec le plan de gestion.

Pour un impact favorable de la fauche sur la biodiversité (en particulier sur la petite faune), il est obligatoire de :

- ne pas faucher de nuit ;
- réalisez la fauche du centre vers la périphérie (fauche centrifuge), pour permettre à la petite faune de fuir vers les bordures (cf. schéma) ;

7. RECOMMANDATIONS

Absence de destruction de l'ensemble des prairies permanentes de l'exploitation, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement,...)

Lorsqu'ils sont autorisés, les apports minéraux seront répartis en 2 passages, le premier mi-mars, le deuxième fin mai-début juin.

Les apports organiques seront réalisés en hiver (de novembre à février).

Pour un impact favorable de la fauche sur la biodiversité (en particulier sur la petite faune), il est recommandé de:

- ✓ Respecter une hauteur minimale de fauche de 15 cm compatible avec la protection des espèces d'intérêt reconnu sur le territoire ;
- ✓ Respecter une vitesse maximale de fauche de 8 km/h, permettant la fuite de la petite faune présente sur la parcelle ;
- ✓ Mettre en place des barres d'effarouchement sur le matériel ;
- ✓ Éviter les points d'affouragements qui créent des zones de piétinement.

